
A fleur de justice

Maghreb-Machrek

Tahar Moussaoui

Liège, 2020

Irak : Occupation et résistance

Mobilisations

Non à la loi du plus fort ! (1)

(Janvier 2003)

L'impérialisme américain a besoin d'un Moyen-Orient docile pour, d'une part, écouler ses produits manufacturés et ses armes et, d'autre part, garantir à la fois l'exploitation des sources d'énergie par les compagnies américaines et le retour des pétrodollars qui en résultent sur le marché financier américain. Il a donc un intérêt fondamental à dominer militairement et politiquement le Moyen-Orient. Pour cela, il a toujours compté sur deux piliers principaux : un gendarme surarmé (l'Etat sioniste) et des dictatures locales qui lui sont soumises pour se protéger de l'aspiration de leurs propres peuples à la libération et à la démocratie.

L'Irak ne cadre pas avec cette stratégie sur plusieurs points.

Premièrement, son marché intérieur est assez fermé à l'entrée de marchandises extérieures quand son industrie nationale peut en produire des équivalents.

Deuxièmement, l'exploitation de son pétrole est nationalisée et donc hors d'atteinte des compagnies occidentales, et la rente en pétrodollars qui en résulte est dans une large mesure réinvestie sur place.

Troisièmement, l'Irak résiste depuis 12 ans à un embargo qui a fait plus d'un million de victimes (principalement des enfants) et il est devenu pour les peuples du monde arabe un puissant symbole de ténacité et de fermeté face à celui qui est (ils le savent par expérience) leur ennemi commun le plus redoutable : l'impérialisme américain.

C'est pour ces raisons, et rien d'autre, que les Etats-Unis préparent une guerre d'agression contre l'Irak. Les prétextes de « soutien au terrorisme », de « fabrication d'armes de destruction massive », de « répression des Kurdes », de « dictature » ne sont justement que des prétextes pour tromper l'opinion interne et internationale. La preuve : tous les pays qui ont une politique indépendante comme celle de l'Irak sont également visés (Iran, Corée du Nord, Zimbabwe, Venezuela, Cuba...) ; tous les mouvements de libération qui ont une politique indépendante sont taxés de « terroristes » (les FARC de Colombie, le Hezbollah du Liban...). A l'inverse, tous les pays qui cadrent avec la stratégie des Etats-Unis ne sont pas visés même s'ils sont dictatoriaux comme l'Arabie Saoudite, même s'ils fabriquent des armes de destruction massive comme l'Etat sioniste, même s'ils oppriment leurs minorités comme la Turquie.

La poursuite de l'embargo et la préparation de la guerre d'agression contre l'Irak d'une part, le soutien inconditionnel à l'entreprise sioniste

d'occupation violente de la Palestine d'autre part, sont les deux versants d'une même stratégie. Car l'impérialisme américain n'a pas du tout une politique de « deux poids, deux mesures » au Moyen-Orient. En fait, il n'a qu'une seule et terrible mesure : mater toute velléité d'indépendance et d'unité du monde arabe : indirectement en Palestine et directement en Irak. Par la force et la violence dans les deux cas. Et aujourd'hui, il le fait avec d'autant plus de détermination que l'actuel président américain est entièrement acquis aux intérêts des lobbies du pétrole et de l'industrie militaire.

C'est pourquoi nous disons :

- Non à la guerre d'agression américaine contre l'Irak ;
- Non à l'embargo génocidaire contre le peuple irakien ;
- Oui au droit du peuple irakien de décider seul de ses gouvernants ;
- Irak et Palestine même combat.

Soutenons la légitime résistance du peuple irakien à l'occupation ! (2)

(Septembre 2003)

En violation flagrante de la Charte de l'ONU, les Américains et leurs alliés ont mené une lâche guerre d'agression contre le peuple irakien. Depuis maintenant près de six mois, ils occupent l'Irak et sont en train d'appliquer une politique qui vise à :

- *éliminer toute source de résistance politique* : arrestation des résistants et des militants, fouilles brutales, répression violente des manifestations, démantèlement de l'appareil judiciaire, persécution des dirigeants religieux opposés à l'occupation, excitation de toutes les divisions possibles : entre chiïtes et sunnites, entre arabes et kurdes, entre Kurdes et Turkmènes, entre tribus et partis, entre riches et pauvres.

- *éliminer toute source de résistance armée* : féroces opérations de « nettoyage », démantèlement de l'armée et des forces de sécurité, désarmement des civils...

- *donner une légitimité à l'occupation sur le plan international* : vote de la résolution 1483 de l'ONU, appel aux armées et à l'argent d'autres pays pour réprimer la résistance du peuple irakien...

- *donner une légitimité à l'occupation auprès des Irakiens* : constitution d'un "Conseil de gouvernement" à la solde des Américains qui veulent le mettre en avant pour cacher l'occupation et le pillage des richesses (pétrole, patrimoine culturel, entreprises d'Etat...).

Ce plan échouera parce que fondamentalement *le peuple irakien ne veut pas de l'occupation*. Et, chaque jour, il manifeste cette volonté de différentes façons pour :

- *résoudre les problèmes quotidiens* : en finançant et dirigeant les hôpitaux, en prenant en charge les besoins élémentaires en ravitaillement et en sécurité;

- *créer des espaces d'autonomie politique* : en se substituant aux institutions administratives de l'ancien régime, en refusant les administrateurs parachutés par l'occupant, en gérant les divisions par des

réactions forcément unifiées à des problèmes qui ne font pas de distinction entre les différents segments de la société irakienne;

- *s'unir pour résister à l'occupation* : en concrétisant cette volonté par des grèves, des rassemblements, des manifestations, des embuscas des armées, le refus de rendre les armes, la liquidation des collaborateurs avec les occupants, la formation de combattants, sabotage des oléoducs...

Le plan des Américains échouera aussi parce que, sous l'effet de la résistance et de son intensification, des conditions favorables se sont créées :

- *En Irak* ceux qui étaient prêts à collaborer avec l'occupant se font moins nombreux et plus hésitants tandis que se cristallisent une ligne de démarcation qui ne passent plus (comme le veut l'occupant) entre ethnies ou groupes religieux mais entre ceux qui veulent libérer leur pays de l'occupation et ceux qui veulent collaborer avec l'occupant ;

- *Dans les pays arabes*, les régimes en place (souvent à la solde des Américains) n'osent pas prendre position parce qu'ils craignent aussi leur opinion publique : refus d'envoyer des armées sur place, refus d'une reconnaissance entière du gouvernement fantoche ;

- *Dans le monde*, certains Etats puissants (Allemagne, France, Russie, Chine, Inde...) refusent d'aider les Américains dans une guerre qui coûte plus d'un milliard par semaine et qui ne leur rapporterait rien ;

- *Aux Etats-Unis*, les critiques et les divisions se sont multipliés : le gouvernement s'est isolé d'alliés potentiels sûrs, le pétrole ne coule toujours pas, les multinationales ne font toujours pas d'affaires alors que l'opinion interne est chaque jour secouée par la mort de soldats américains.

Il y a donc aujourd'hui une excellente situation pour le mouvement de libération de l'Irak. Sur ce chemin, le peuple irakien doit pouvoir compter sur notre solidarité ici pour :

- Exiger le retrait immédiat des armées d'occupation coloniale des américains et leurs alliés;
- Soutenir la résistance légitime du peuple irakien à cette occupation;
- Demander au gouvernement belge de n'apporter aucune aide à ceux qui ont violé et continue de violer la charte de l'ONU.

Quatre années de résistance (3)

(Mars 2007)

Les arguments des agresseurs se sont effondrés les uns après les autres : 1°) - pas d'armes de destruction massive, et ce sont les forces d'agression elles-mêmes qui ont recours à ces armes (usage de bombes au phosphore à Fallouja et de bombes à uranium appauvri partout ailleurs ; 2°) - pas de défense des droits de l'homme : détentions massives, tortures, viols, exécutions extrajudiciaires, destructions de villes entières, bombardements de civils, etc. ; 3°) - pas de démocratie : les occupants ont supervisé une constitution qui institutionnalise le communautarisme

ethnique et religieux, ce qui contredit un principe fondamental de la démocratie : la liberté de choix de l'individu selon sa conscience et non selon son appartenance communautaire ou religieuse.

Force est donc de constater que le seul but des Etats-Unis, en détruisant l'Irak, est d'imposer leur hégémonie dans la région, afin de mettre la main sur ses richesses, éliminer un point d'appui de la résistance palestinienne et, concernant l'approvisionnement en énergie, de mettre dans une position inconfortable leurs rivaux (Russie, Chine) ou leurs alliés (Europe, Japon). Mais ils n'ont pas prévu quelque chose : la résistance du peuple irakien. Et personne ne parlerait aujourd'hui de l'Irak sans cela. C'est donc cela l'élément central de la situation et c'est par cela qu'il faut commencer.

Les forces de résistance

1. Caractères et tactiques :

a) La résistance est très diversifiée : nationalistes laïques de différentes tendances (baassistes, nassériens), nationalistes à base religieuse, et enfin le réseau al-Qaïda. Il y a des dizaines de groupes, mais ce sont les nationalistes laïques qui sont la force dominante et ils ont réussi à obtenir avec une grande partie des groupes armés un minimum d'unité et de coordination (déclaration de Beyrouth). En estimation chiffrée : 20.000 à 30.000 hommes.

b) La résistance bénéficie du soutien de plus en plus important de la population. Il suffit d'observer certaines de ses opérations pour voir qu'elles sont impossibles sans un réseau de renseignements, sans positions de repli, sans aide logistique directe ou indirecte. Exemple : l'attaque sur la prison d'Abou Ghraïb fin 2004 a requis, pour leur exécution, des informations rapides et précises, des caches sur place pour attendre le l'heure H que pour se planquer après l'opération en attendant la fin de branlebas US. Ce sont des choses impossibles à obtenir sans un soutien plus ou moins large de la population.

c) tactiques : les formes d'actions de résistance sont multiples. Les résistants agissent par petits groupes de 5 à 10 hommes (en 2004, on a exceptionnellement observé des actions qui ont mobilisé jusqu'à 150 hommes). Ils visent les soldats de l'occupation ou leurs supplétifs irakiens et non irakiens et essaient d'éviter de tuer des civils. Citons parmi les formes d'actions utilisées : attaques contre convois et patrouilles en utilisant des bombes artisanales placées sur leur parcours et actionnées à distance (la forme d'action la plus utilisée) ; embuscades avec tirs de roquettes, accrochage et de retraite rapide ; assauts contre les postes de police irakienne ; snipers (la RTB a diffusé un document où l'on voit des soldats américains tombant sous les tirs d'un tireur d'élite. Dizaines de documents de ce genre sur internet) ; tirs de mortiers (monté sur camionnettes) sur des positions ennemis : casernes, convois, immeubles abritant des centres de commandement (certains d'entre vous se souviennent peut-être de la mésaventure de Wolfovitz descendant en pyjamas dans le sous-sol à la suite d'une attaque de ce genre ; attaque

contre hélicoptères obligés de voler bas pour être efficaces : souvent avec de roquettes RPG (rocket propelled grenade), exemple palmier ; actions de sabotages : contre des portions de pipelines pour réduire les revenus du pétrole ; liquidation de collaborateurs irakiens : mouchards, officiers, etc...

2. Efficacité :

a) *Les pertes humaines* : Depuis l'invasion de l'Irak, pour la seule armée américaine et du propre aveu de ses responsables, il y a eu 3.200 tués, 22.000 blessés et plus de 35.000 évacués, c'est à dire tous ceux qui sont hors de combat non pas sur le terrain mais indirectement (maladies, dépressions, alcoolisme, désobéissance...). Exemple : le 18 octobre dernier, 18 soldats américains ont refusé d'escorter, dans une zone rebelle, un convoi de camions-citernes, estimant que leurs véhicules n'étaient pas assez protégés contre les attaques. Ces chiffres sont énormes en eux-mêmes, mais ne sont pourtant qu'une partie de la réalité. Il faut surtout y ajouter les pertes qui ne sont pas comptabilisées par le Pentagone : les soldats qui se suicident, ceux qui désertent, (se regroupent au Canada surtout), ceux qui n'ont pas la nationalité américaine (qui souvent s'engagent pour l'avoir), ceux qui décèdent suite aux blessures, les mercenaires qui travaillent pour l'armée américaine au sein des entreprises de sécurité privées : ils sont 30.000 et plus de 400 ont déjà perdu la vie sur le terrain. Il faut enfin signaler un phénomène très souvent ignoré par les médias : les demandes d'assistance médicale postérieures au retour au pays, pour des séquelles physiques ou psychiques. Le nombre des vétérans d'Afghanistan et d'Irak qui ont fait une telle demande auprès du Ministère des anciens combattants a déjà dépassé les 100.000 unités. Ce qui a fait exploser le budget les concernant : plus de 34 milliards de dollars prévus pour l'année fiscale 2007, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2006.

b) *Les pertes financières* : Chaque mois de guerre en Irak, coûte environ 5 milliards de dollars, pour payer matériel, salaires, logistique et services sous-traités. Selon une moyenne d'estimations diverses (dont celle du Congrès américain), le montant total des dépenses militaires en Irak depuis mars 2003 a déjà dépassé les 320 milliards de dollars. Et ce n'est pas fini.

c) *La fragilité de l'occupation du terrain* : elle est de plus en plus perceptible. Trois éléments illustrent cette situation : l'extension de la résistance armée au sud chiite où la garnison britannique est la cible constante d'attentats ; l'annonce par le gouvernement américain de l'augmentation de ses effectifs (21.000), malgré les déclarations d'il y a un an de faire l'inverse ; - il y a des zones entières où ne s'aventurent pas les occupants. L'exemple le plus remarquable est celui de la région d'Al-Anbar (nord-ouest). Là, la résistance maîtrise si bien la situation que « les responsables humanitaires irakiens trouvent dorénavant des interlocuteurs avec qui traiter de façon quasi institutionnelle pour obtenir des sauve-conduits », tandis que « les chauffeurs routiers, paient selon une procédure formalisée, une 'assurance' leur permettant de traverser la

région - à condition que les biens transportés ne soient pas destinés à l'ennemi». (*Le Monde diplomatique*, juin 2006)

3. Remarque sur la guerre civile

Les premières pages des périodiques, les sommaires des journaux télévisés sont pleins des nouvelles d'attentats-suicides, de voitures piégées explosant au milieu des civils, de guerre confessionnelle. Or ce n'est pas cela qui est la tendance principale ni qui a mis en difficulté les occupants. Et les médias contribuent à cette impression faussée. Exemple : le mardi 6 mars dernier, un attentat dans la localité de Hilla coûte la vie à des dizaines de pèlerins chiïtes, tandis que 9 soldats US sont tués dans deux embuscades différentes. Journal de la Télévision publique belge : attentat Hilla mais pas de morts de soldats US, idem le lendemain dans les Journaux Le Soir et La Libre Belgique. 75% des attaques visent les forces d'occupation, mais la couverture médiatique est dans une proportion inverse. Mais posons la question de savoir qui profite du chaos :

a) *Côté occupants*. de nombreux détails indiquent qu'une partie de cette "guerre civile" tant redoutée est en réalité le fait d'escadrons organisés par les services secrets des occupants eux-mêmes ou bénéficiant de leur aval, de leur soutien ou de leur laxisme. Exemple 1 : en 2005, La détention de soldats américains et britanniques à Bagdad et Bassora, déguisés en Arabes et en possession de bombes comme celles utilisées par les « terroristes »; Exemple 2 : en 2006, l'attaque qui a abouti à l'explosion du dôme de la mosquée de Samarra. Il fallait au moins une trentaine d'hommes et 12 heures de travail pour poser les charges à chaque pilier : c'était impossible sans complicité des occupants dans une ville investie depuis peu après de lourds combats et quadrillée par l'armée. Quel intérêt ont les occupants à faire cela : camoufler sous la « guerre civile » le fait de l'occupation elle-même, justifier le maintien de cette même occupation pour soi-disant éviter « un dramatique bain de sang », liquider sans jugements tout suspect de sympathie pour la résistance, dévier les passions vers des clivages internes pour diviser le peuple irakien et empêcher l'unification de la résistance, etc... Il faut se rappeler que la technique des escadrons de la mort et de la « sale guerre » ont été expérimentées et appliquées à grande échelle partout dans le monde par les Américains et en particulier en Amérique latine.

b) *Côté Irakiens* : expression de guerres internes aux collaborateurs, expression de divergences sur le degré de compromission avec les occupants, expression de brigandage de classe : menaces et butin, expression de conflit entre pro-Iraniens et anti-Iraniens, etc.

Les forces d'occupation

1. Le problème militaire

Les Américains ont à peu près 150.000 hommes en Irak. Mais ils ne sont pas tous opérationnels pour réprimer la résistance. Une partie assez importante est principalement accaparée par les activités de défense

passive : quadrillage des régions, surveillance (des structures administratives ou économiques), accompagnement des convois de troupes, d'équipements ou de vivres.

La répression de la résistance dépend aussi en grande partie de la quantité et de la qualité du renseignement. Une partie de celui-ci peut être obtenue par la torture, mais elle ne peut être suffisante pour des ratissages inopinés. Les Américains ont une supériorité en armement écrasante, mais une grande partie de cet armement est inutilisable : le char ou l'hélicoptère a beau être perfectionné et disponible, il n'est d'aucune utilité pour empêcher l'explosion d'une bombe au passage d'un convoi.

Du point de vue *stratégie*, alors que les Américains ont pour but de faire cesser totalement toute activité de résistance armée, les résistants, eux peuvent se contenter momentanément de maintenir un climat d'insécurité pour les troupes d'occupation, et cela peut être obtenu par peu d'actions. Du point de vue *tactique*, alors que les Américains sont obligés de mobiliser partout des unités lourdement armées à des fins préventives (mais souvent inadaptées), les résistants peuvent, eux, se permettre de changer de lieu et de type d'armement suivant les circonstances : ce sont eux qui ont l'initiative.

En résumé, le problème des Américains est que, pour les raisons invoquées, ils n'ont d'autre solution que d'augmenter les effectifs, or ils ne le peuvent plus le faire de façon significative.

2. Le problème politique

a) La coalition des agresseurs s'est effritée au fil des années. Après le retrait de l'Espagne, des dizaines d'autres pays ont suivi. D'autres s'apprêtent à se retirer. D'autres enfin ont réduit leurs contingents. Ce qu'il en reste est complètement isolé sur le plan international : les pays qui avaient refusé d'en faire partie (France, Allemagne, Russie...) sont encore plus fermes dans leur refus et aucun autre pays ne viendra rejoindre la coalition. De surcroît, des divisions sont apparues entre les principaux coalisés : Etats-Unis et Royaume-Uni.

b) Les gouvernements de la coalition des agresseurs sont de plus en plus isolés sur le plan interne aussi. Le chef du gouvernement britannique a été poussé à une démission programmée. Et le gouvernement des Etats-Unis, a perdu le soutien populaire interne : comme le montre la perte de la majorité au Congrès aux dernières élections. Il a perdu le soutien de franges importantes du parti républicain lui-même. Enfin, une partie des éléments les plus dangereux qui siégeaient au gouvernement (ou dans les instances qui l'entourent) ont été poussés à la sortie : Rumsfeld, Bolton, Wolfowitz, Perle, etc.

c) Les alliés locaux des occupants sont affaiblis par la fragilisation de leurs protecteurs. On n'embarque pas sur un bateau qui est en train de couler. Indice remarquable : un grand nombre de membres du gouvernement, du parlement ou de l'administration ont quitté la capitale Bagdad pour s'installer à Londres ou en Jordanie.

La position du gouvernement belge

Le gouvernement belge apporte son soutien à l'occupation de l'Irak. Voici les faits: - modification de la Loi de compétence universelle pour empêcher son utilisation contre les criminels de guerre américains ; - contribution à la formation de la nouvelle police irakienne et des juges de la nouvelle « justice » irakienne ; - envoi de soldats en Afghanistan pour soulager les Américains manquant d'effectifs en Irak ; - autorisation du transit par Anvers des troupes et du matériel de guerre américains en route vers l'Irak ; - promesse de participer à un fonds de l'OTAN pour financer et équiper les supplétifs irakiens ; - autorisation tacite des vols secrets de la CIA sur le territoire belge, de la surveillance des transactions financières de nationaux (l'affaire Swift) ; - acceptation de la limitation de la souveraineté (liste des organisations et personnes suspectées de terrorisme) et - répression des réseaux qui organisent le départ de résistants pour aider le peuple irakien.

Or l'occupation de l'Irak est illégale et toute résistance ou aide à cette résistance est légale. En aidant les occupants et en réprimant les résistants, le gouvernement belge viole doublement le droit international.

Conclusion

1. La résistance se porte bien pour le moment ;
2. Les occupants ont politiquement déjà perdu ;
3. Militairement, ils ne peuvent pas tout seuls asseoir l'occupation de sorte qu'ils puissent se retirer et laisser sur place un gouvernement à leur solde.

Notes

(1) Tract pour la première manifestation anti-guerre à Bruxelles, peu avant le début de l'agression

(2) Tract distribué à l'occasion de la manifestation de solidarité qui s'est déroulée à Bruxelles le 27 septembre 2003

(3) Notes pour une conférence donnée dans un centre culturel à Herstal, Liège